Interview de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, avec BFM le 20 juin 2014, sur la présence de soldats algériens le 14 juillet sur les Champs-Elysées, la situation en Irak et en Syrie, les djihadistes européens, la construction européenne, les partis politiques et sur le tourisme en France.

2014-06-20

JEAN-JACQUES BOURDIN

Laurent FABIUS est notre invité ce matin, bonjour.

LAURENT FABIUS

Bonjour.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Merci d'être avec nous, ministre des Affaires étrangères. Nous allons parler évidemment de l'Irak, sujet majeur, nous allons parler de tourisme puisque vous avez aussi en charge le tourisme

LAURENT FABIUS

Oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous voulez relancer, amplifier la force, l'industrie touristique française. Mais Laurent FABIUS, juste un petit détour par cette polémique qui s'est installée sur la présence de soldats algériens le 14 juillet sur les Champs-Elysées. Y aura-t-il 3 soldats algériens sur les Champs Elysées le 14 juillet ?

LAURENT FABIUS

Dans mon information oui, mais d'ailleurs je ne vois pas du tout ce que ça aurait de choquant puisque c'est pour la commémoration de tous les sacrifices qui ont été faits. Et évidemment qu'il y avait des Algériens parmi ceux qui

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais à l'époque la France, c'était pour commémorer 14-18

LAURENT FABIUS

Bien sûr.

JEAN-JACQUES BOURDIN

A l'époque, l'Algérie c'était la France.

LAURENT FABIUS

Oui, bien sûr, bien sûr mais si vous voulez là, c'est un grand rassemblement, je crois qu'il y a 80 pays

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, 80 pays oui.

LAURENT FABIUS

Et donc c'est normal que tous ceux qui ont souffert puissent être présents.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Avec leur drapeau ?

LAURENT FABIUS

Oui, sûrement. D'ailleurs nous avons de très bonnes relations avec l'Algérie, je m'y suis rendu récemment et vraiment en particulier, je veux souligner que c'est peut-être un lien avec ce dont on va parler dans la lutte contre le terrorisme, les Algériens qui en ont beaucoup souffert sont extrêmement présents, extrêmement efficaces et très attentifs à la sécurité.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Laurent FABIUS l'Irak, parlons-en

LAURENT FABIUS

Extrême gravité, extrême gravité.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Extrême gravité. Alors je vous pose une première question, est-ce que l'éclatement de l'Irak est inéluctable ?

LAURENT FABIUS

Non mais ce serait un danger considérable. Peut-être, il faut vous allez mettre la carte de l'Irak en fond

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, vous la connaissez, je la connais.

LAURENT FABIUS

D'accord. Mais la gravité c'est quoi

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le Kurdistan au Nord, région autonome, la grande partie nord de l'Irak contrôlée par les sunnites, donc les jihadistes alliés aux sunnites et le Sud les chiites.

LAURENT FABIUS

Oui mais commençons par

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et le Premier ministre chiite, monsieur MALIKI.

LAURENT FABIUS

Voilà, commençons par le commencement. Pourquoi c'est d'une gravité extrême ? Parce que c'est la première fois, la première fois qu'un groupe terroriste qui a une cruauté épouvantable, plus cruel encore qu'Al-Qaïda, ce groupe qui s'appelle l'Eiil, c'est la première fois qu'un groupe terroriste menace de prendre le contrôle sur un Etat, sur l'intégralité d'un Etat, un grand Etat, l'Irak c'est un grand pays et un Etat très riche.

JEAN-JACQUES BOURDIN

En pétrole notamment.

LAURENT FABIUS

Ça n'est jamais arrivé. Imaginez ce que ça veut dire si un groupe terroriste prend le contrôle d'un Etat, avec le pétrole, avec les armes, avec les moyens financiers, ça veut que non seulement l'Irak va éclater, mais puisque son souhait c'est de réunir l'Irak et la Syrie avec les effets collatéraux sur les pays voisins, que ce soit la Turquie, que ce soit le Liban et les autres, ça veut dire que non seulement l'Irak est évidemment du coup à feu et à sang, mais l'ensemble de la région, par contrecoup l'Europe et vraisemblablement le monde. Et tout ça à partir d'un groupe terroriste dont les méthodes je ne veux pas faire du sensationnel, mais vous avez peut-être vu les vidéos qu'ils diffusent, où

JEAN-JACQUES BOURDIN

Exécutions.

LAURENT FABIUS

Les gens de l'Eiil jouent au football avec les têtes des gens qu'ils viennent d'assassiner. Donc c'est ça, et c'est gens-là s'ils prennent le contrôle de l'Irak vous voyez ce que ça veut dire.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors justement

LAURENT FABIUS

C'est pour ça que je dis extrême gravité.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Extrême gravité, la situation en Irak est malheureusement difficile aujourd'hui, et notamment pour le Premier ministre MALIKI qui n'a jamais voulu s'allier avec les sunnites et les tribus sunnites, ce qui est peut-être une erreur

LAURENT FABIUS

Non, ce n'est pas seulement qu'il n'a jamais voulu s'allier, c'est qu'il les a de manière très inopportune poursuivis

JEAN-JACQUES BOURDIN

Voilà, poursuivis, exactement.

LAURENT FABIUS

Et du coup, ça explique que les sunnites qu'on appellera « modérés » accueillent si on peut dire les terroristes de l'Eiil en disant : c'est un contre-point par rapport au Premier ministre.

Donc nous, la France, nous disons il y a beaucoup de choses à faire, mais il faut en particulier qu'il y ait un gouvernement d'union nationale. Si on veut résister

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous demandez un gouvernement d'union nationale en Irak !

LAURENT FABIUS

Absolument, absolument. Si on veut résister

JEAN-JACQUES BOURDIN

Demander à monsieur MALIKI un gouvernement d'union nationale.

LAURENT FABIUS

Absolument. Et si on veut avec ou sans monsieur MALIKI, mais il faut qu'il y ait un gouvernement d'Irak qui soit d'union nationale. Si vous voulez résister à des groupes terroristes, il faut qu'il y ait l'unité nationale.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Unité nationale en Irak, mais est-ce que il y a une alliance objective aujourd'hui entre les Etats-Unis et l'Iran, on sait que l'Iran défend les chiites du Sud de l'Irak, alliance objective Laurent FABIUS !

LAURENT FABIUS

L'alliance est assez paradoxale

JEAN-JACQUES BOURDIN

Assez paradoxale

LAURENT FABIUS

Pas d'alliance objective, mais c'est vrai que l'Iran soutient le gouvernement de monsieur MALIKI, puisque l'Iran est chiite, monsieur MALIKI est chiite contre l'Eiil. Et les Américains, de ce point de vue-là ils ont raison, sont également contre l'Eiil. Et donc il y a une espèce de convergence, mais ça ne veut pas dire que les uns et les autres vont s'allier, c'est un autre problème.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, c'est un autre problème. Est-ce que les Américains doivent intervenir, est-ce que les Occidentaux doivent intervenir ?

LAURENT FABIUS

Alors les Américains, le président OBAMA s'est exprimé hier…

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il a dit non !

LAURENT FABIUS

Enfin il n'a pas…

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pas tout à fait justement.

LAURENT FABIUS

Il a dit : j'envoie 300 « conseillers » qui ne vont pas se battre, dit-il, mais qui vont conseiller les forces du gouvernement irakien. Et il a ajouté : si c'est nécessaire, il pourrait y avoir la surveillance de drones et même d'autres choses. Le gouvernement irakien le lui avait demandé. En ce qui nous concerne, parce que la question c'est…

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, est-ce que nous pourrions nous associer à des frappes aériennes américaines ?

LAURENT FABIUS

Alors nous, nous avons un principe c'est que nous, nous pouvons intervenir… nous ne pourrions intervenir que s'il y a une demande à la fois du gouvernement et une approbation des Nations Unies, ça c'est une règle pour nous, donc ce n'est pas du tout le cas aujourd'hui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

La demande du gouvernement, elle est faite aux Américains.

LAURENT FABIUS

Oui mais pas à nous. Et d'autre part, il n'y a pas eu d'approbation du Conseil de sécurité. Mais ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas agir, donc agir c'est d'une part condamner, agir c'est demander qu'il y ait ce gouvernement national, d'union nationale, agir aussi puisque nous avons des liens avec tous les Etats de la région, nous disons par exemple aux

Saoudiens qui sont eux-mêmes sunnites : essayez de faire votre possible pour que les sunnites modérés ne fassent pas bloc avec l'EIIl. Nous disons aux Kurdes j'ai eu récemment au téléphone le président kurde qui est à côté et qui, lui, dispose de 200.000 Peshmergas

JEAN-JACQUES BOURDIN

 Ce n'est pas un pays, c'est une région autonome.

LAURENT FABIUS

C'est le président

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, oui.

LAURENT FABIUS

Dire : écoutez ! Essayez de travailler pour l'unité de l'Irak, et nous le disons aux uns et aux autres, voilà. Et puis en plus, nous avons des précautions à prendre parce que ça risque de développer la présence des djihadistes européens, notamment français là-bas. Et donc, nous avons décidé de renforcer encore davantage la lutte, y compris la prévention, contre la venue de djihadistes.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors comment renforcer ?

LAURENT FABIUS

Il faut prendre l'ensemble de la filière, là-dessus Bernard CAZENEUVE qui est le ministre de l'Intérieur nous a présenté un plan, il va y avoir dans très peu de temps un nouveau texte à l'Assemblée nationale. Ça veut dire qu'il faut surveiller l'ensemble de la filière

JEAN-JACQUES BOURDIN

Qu'est-ce qu'il y aura dans ce texte par exemple ?

LAURENT FABIUS

Ce texte dira par exemple que jusqu'à présent ce qui est possible, c'est d'interpeller on prend l'exemple de Français, des Français qui sont allés en Syrie jusqu'à présent, et qui ont en bandes organisées commis des actes terroristes. Vous voyez du coup les limites que ça pose, il faut qu'ils soient en groupe et il faut qu'il soit avéré qu'ils ont commis des actes

terroristes. Donc là, il va ya voir une disposition qui va permettre de les bloquer avant même ceci, c'est-à-dire pour les empêcher de partir.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Avant qu'ils ne partent !

LAURENT FABIUS

Bien sûr.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est-à-dire qu'on pourrait arrêter, interpeller, interroger

LAURENT FABIUS

Quand il y a quelqu'un il est évident qu'il part pour cette raison, il faut pouvoir le bloquer.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il faut pouvoir le bloquer.

LAURENT FABIUS

C'est le bon sens, c'est le bon sens.

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'interpeller, l'interroger.

LAURENT FABIUS

C'est le bon sens. D'autre part, il faut bien sûr que ça, on a mis toute une série de dispositions un jour, que les familles puissent nous saisir, parce qu'il y a des familles qui sont très inquiètes. Il faut aussi que nous puissions intervenir auprès des hébergeurs d'internet, parce que beaucoup de choses se font maintenant sur internet. Et puis il faut aussi

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous allez pouvoir intervenir auprès des hébergeurs

LAURENT FABIUS

Nous sommes intervenus mais évidemment, c'est leur décision, et donc il y a des discussions sévères parce que moi je ne suis pas spécialiste de ça, mais il y a beaucoup de choses qu'on peut faire ou ne pas faire

JEAN-JACQUES BOURDIN

Leur imposer même.

LAURENT FABIUS

Sur internet. Et puis dernier élément, il faut suivre tout cela en liaison bien sûr avec l'ensemble de nos voisins. Donc c'est un plan d'ensemble de lutte contre si vous voulez la pression djihadiste qui est extrêmement dangereuse.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce qu'il y aura une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'Irak ?

LAURENT FABIUS

Il y en a déjà eu 2

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il y en a déjà eu 2, mais une prochaine ?

LAURENT FABIUS

Oui, ce serait très souhaitable, mais les condamnations

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous la demandez

LAURENT FABIUS

Mais les condamnations, elles sont une chose mais après, la question ne se poserait que si l'Irak demande qu'il y ait une réunion pour qu'il y ait intervention.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que vous souhaitez une intervention militaire internationale ?

LAURENT FABIUS

Je pense qu'aujourd'hui, elle ne peut être efficace que si elle est relayée par un Irak uni, sinon vous savez les interventions, lorsque c'est les uns contre les autres et qu'il n'y a pas d'union nationale, c'est très, très périlleux. Il y a un autre aspect dont je veux parler, c'est que ça a des relations avec la Syrie, car même si ça peut paraître surprenant et ça demande 30 secondes de démonstration, l'EIIl est l'allié objectif de monsieur Bachar el-ASSAD, pourquoi ? L'EIIl ça a commencé en Syrie et au départ, Bachar el-ASSAD a facilité la présence de

l'EIIl. Pour lui, c'était au fond tout bon, il disait : il y a en face de moi un groupe terroriste et si vous ne voulez pas du groupe terroriste, il faut me soutenir, alors qu'en fait c'est l'opposition modérée qui devrait être l'alternative. Et donc c'est… l'un et l'autre se soutiennent mutuellement. Simplement avec le développement de l'EIIl en Irak, l'EIIl a mis la main sur des armes dangereuses, très sophistiquées et sur 500 millions de dollars, ils ont pris dans la Banque centrale à Mossoul. Et donc ça leur donne des moyens supplémentaires et ils risquent de développer leur présence en Syrie. Donc il faut que l'ensemble des partenaires démocratiques soutiennent davantage l'opposition modérée, parce que l'Eiil va exercer des ravages supplémentaires, non seulement en Irak mais en Syrie.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais dites-moi, vous pointez du doigt les fautes commises par les administrations américaines successives : envahissement de l'Irak en 2003 et faiblesse de Barack OBAMA sur la Syrie.

LAURENT FABIUS

Non, je n'ai pas prononcé ces termes…

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, vous ne les avez pas prononcés mais vous le pensez !

LAURENT FABIUS

Non, je ne veux pas faire de polémique. Sur 2003, vous vous rappelez la position qu'avait prise la France, que ce soit d'ailleurs monsieur CHIRAC à l'époque ou nous-mêmes dans l'opposition, nous avions dit « non, il n'y a pas d'armes de destruction massive », c'est derrière nous. Mais là, je veux si vous voulez venir un petit peu à la défense des Etats-Unis. Lorsqu'ils sont intervenus, là c'était complètement à tort, mais lorsque les Etats-Unis interviennent, on leur dit… on leur reproche d'intervenir. Lorsqu'ils n'interviennent pas, on leur reproche aussi de ne pas intervenir. Ce que je veux dire et j'essaie d'en tirer la leçon, c'est qu'en fait on est dans un monde que moi j'appelle « zéro polaire », je m'explique en deux mots. Pendant des années et des années, après la 2èmz guerre mondiale, il y a eu 2 puissances qui finalement ont réglé la donne, les Etats-Unis et l'URSS. Ensuite il y a une période, au moment de la chute du mur de Berlin, où il n'y a eu plus qu'une puissance qui était les Etats-Unis. Donc on est passés de l'ère bipolaire à l'ère unipolaire, et aujourd'hui on est dans le zéro polaire, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de patron. Et du coup quand il y a des crises, que ce soit en Syrie, que ce soit en Libye, que ce soit en Irak, on n'est pas capables malheureusement aujourd'hui d'imposer une solution. Et donc il faut… c'est le sens des interventions de la France, nous, nous sommes pour la paix et la sécurité, nous essayons au Conseil de sécurité avec nos partenaires de faire en sorte politiquement…

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que qu'en Syrie

LAURENT FABIUS

Politiquement qu'on aille vers des solutions.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce qu'en Syrie, ce sera ma dernière question sur ce sujet, est-ce qu'en Syrie on utilise encore les uns et les autres des armes chimiques ?

LAURENT FABIUS

Pas les uns et les autres mais la Syrie oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

La Syrie oui, du chlore notamment.

LAURENT FABIUS

Il vient d'être publié un rapport de l'OIAC que vous avez probablement lu

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, que j'ai vu oui.

LAURENT FABIUS

Qui dit que comme nous l'avions pressenti d'ailleurs, y compris jusqu'au mois de mai de cette année, il y a eu utilisation d'armes chimiques. Le problème c'est que c'est du chlore et que le chlore se dilue assez rapidement. Donc nous avons les premiers porté l'alerte, mais nous sommes convaincus que le régime de Bachar a continué à utiliser des armes chimiques.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bien ! On va parler de tourisme auparavant, il y a une réunion demain à l'Elysée de 7 chefs de gouvernement européens, pour quoi faire ?

LAURENT FABIUS

Parce qu'il va y avoir la semaine prochaine un sommet européen de tout le monde, et donc pour préparer ce sommet européen qui va prendre des décisions, à la fois sur les orientations futures de l'Europe et sur les personnes qui vont diriger l'Europe, ces 7 pays ont souhaité se concerter, voilà. C'est l'objet de la réunion de demain matin.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et quel avis va donner la France demain ?

LAURENT FABIUS

Nous allons discuter sur le fond, nous avons des propositions à faire pour réorienter l'Europe

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est-à-dire réorienter ?

LAURENT FABIUS

Réorienter ça veut dire mettre davantage l'accent sur la croissance, ça veut dire mettre davantage l'accent sur la transition énergétique parce que c'est un élément fondamental, simplifier la manière de procéder, voilà. Et nous avons une réunion, nous sommes je crois 7 et notamment les Italiens et d'autres partenaires.

JEAN-JACQUES BOURDIN

D'autres partenaires. Futur commissaire européen français est choisi ?

LAURENT FABIUS

Ça, ça relève du président de la République.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce qu'il est choisi ?

LAURENT FABIUS

Joker, joker.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Laurent FABIUS mais comment, il est choisi, je ne vais pas vous demander le nom parce que peut-être que la personne choisie n'est pas prévenue, mais est-ce qu'il est choisi ?

LAURENT FABIUS

En tout cas, nous y avons beaucoup travaillé, voilà la réponse.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pierre MOSCOVICI ?

LAURENT FABIUS

Nous y avons beaucoup travaillé.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pierre MOSCOVICI ?

LAURENT FABIUS

Voilà, au moment où le choix sera rendu public, vous en serez destinataire.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Bon, bon ! Mais enfin il est choisi…

LAURENT FABIUS

Oui, nous préparons notre travail en général.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, en général…

LAURENT FABIUS

C'est normal.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il est choisi. Nous verrons comment vous arrivez à réorienter l'Europe, parce que dites-moi…

LAURENT FABIUS

C'est très nécessaire à cause des problèmes d'emploi.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, parce que la gauche peut mourir, vous êtes d'accord avec Manuel VALLS lorsqu'il dit cela ?

LAURENT FABIUS

C'est une formule très forte et elle a été utilisée pour être forte. Non ! Les idées de la gauche, dans la mesure où ce sont des idées de progrès social, de justice, resteront toujours là. Mais les partis politiques, je crois que c'est ça que Manuel VALLS avait à l'esprit, les partis

politiques ils sont quand même très sérieusement mis en cause aujourd'hui, que ce soit d'ailleurs à gauche ou à droite. Et donc il faut s'interroger sur la façon de fonctionner, et puis essayer si vous voulez de surtout de traiter l'essentiel des problèmes, parce que je crois que c'est ça qui choque les gens. Souvent les Français mais pas seulement les Français, c'est vrai dans d'autres pays ont le sentiment que les partis politiques se regardent le nombril, alors que les partis politiques surtout quand ils sont au pouvoir, mais même quand ils sont dans l'opposition, doivent traiter les vrais problèmes. On vient de parler de politique internationale, de politique économique, de problèmes sociaux, de problèmes de pouvoir d'achat, si on donne le sentiment que c'est la guérilla interne, alors là les gens s'en détournent, c'est ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais c'est la guérilla interne au sein même du Parti socialiste Laurent FABIUS.

LAURENT FABIUS

Je n'utiliserai pas ce terme mais c'est vrai que

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pas loin, il y a des critiques très fortes même à l'encontre du président de la République, des critiques personnelles.

LAURENT FABIUS

Oui, les critiques personnelles, je pense vraiment qu'elles sont déplacées parce que porter sur le plan des personnes, ça n'a pas de sens. Qu'il y ait... ça, ça a existé depuis très longtemps, une diversité de points de vue, ça peut se comprendre. Mais enfin quand on vient à l'essentiel, il faut que tout le monde se rassemble.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le 49.3 pour le collectif budgétaire, si besoin faut-il l'utiliser ?

LAURENT FABIUS

Ecoutez ! Je pense que quand on appartient à la majorité, et les socialistes appartiennent à la majorité quelle que soit leur nuance, l'acte fondamental d'appartenance à la majorité c'est de voter le budget, ça a toujours été comme ça. Donc je ne vois pas comment il pourrait en être autrement.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc on n'utilisera pas le 49.3 ?

LAURENT FABIUS

Tous ceux qui sont dans la majorité doivent voter le budget, c'est la règle, pas simplement cette année mais ça a toujours été comme ça.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le tourisme, 83 millions de touristes en 2012 en France, vous voulez atteindre 100 millions. C'est la première industrie française

LAURENT FABIUS

Eh oui !

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il faut le rappeler parce qu'on l'oublie un peu facilement, on l'a un peu négligé peut-être ces derniers temps. Alors vous faites beaucoup de propositions, une trentaine de propositions, notamment je vais en prendre quelques-unes l'ouverture des grands magasins à Paris le dimanche, GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS, vous maintenez cette

LAURENT FABIUS

Alors d'abord deux mots sur la situation. Le tourisme, comme vous le disiez, c'est une industrie absolument majeure, c'est 2 millions d'emplois et c'est notre premier excédent de balance des services, et parfois on ne s'en rend pas compte. Et le tourisme va beaucoup augmenter puisqu'aujourd'hui, il y a 1 milliard de touristes dans le monde, il y en avait 25 millions en 1950, et dans 15 ans il y en aura 2 milliards, donc 1 milliard de touristes en plus. Si nous prenons une partie de ces touristes, il y a des touristes français mais beaucoup de touristes étrangers, à ce moment-là beaucoup de nos problèmes vont être réglés et l'emploi va augmenter. Donc nous avons fait enfin je l'ai fait avec mes collègues, toute une série de propositions, puisque je m'occupe maintenant du tourisme aussi. Alors il y a cette proposition parmi beaucoup d'autres

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais vous la maintenez cette proposition ?

LAURENT FABIUS

Oui, qui est quoi exactement, parce qu'il faut bien savoir ce dont on parle. Pour là, il s'agit de Paris, et la décision doit être prise par le maire de Paris, puisque c'est à elle que ça revient juridiquement.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, jusqu'à maintenant, la mairie était contre !

LAURENT FABIUS

Je ne sais pas mais pour des zones qu'on appelle « d'affluence exceptionnelle », et je pense en particulier au boulevard Haussmann, l'idée est de dire après concertation et sur décision du maire : ce serait normal d'ouvrir le dimanche, pourquoi ? Parce que ces grands magasins le dimanche, ils peuvent faire beaucoup de chiffre d'affaires avec les touristes précisément. Et le touriste, si le dimanche c'est fermé dans ces zones-là, il ne va pas revenir le jeudi puisqu'il sera parti. J'ai eu une discussion en particulier avec le patron des GALERIES LAFAYETTE et ça m'a quand même frappé, il me dit : écoutez monsieur FABIUS, si on m'autorise à ouvrir, premièrement je recrute immédiatement 600 personnes ; deuxièmement ne travailleront le dimanche que les volontaires ; troisièmement nous les paierons double. Ça mérite quand même qu'on discute

JEAN-JACQUES BOURDIN

Dans ces conditions, ça paraît

LAURENT FABIUS

Ça mérite qu'on discute non mais il faut discuter

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ça paraît acceptable.

LAURENT FABIUS

Il faut discuter bien sûr, et uniquement dans ces zones-là, il n'est pas question d'autre chose.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et les Champs Elysées aussi ?

LAURENT FABIUS

Les Champs Elysées sont déjà ouverts le dimanche.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Tous les Champs Elysées !

LAURENT FABIUS

Ils sont ouverts le dimanche.

JEAN-JACQUES BOURDIN

D'accord, d'accord. Alors ouvrir les commerces dans les aéroports, dans les gares aussi

LAURENT FABIUS

Oui et mieux accueillir les gens dans les aéroports, et faire une liaison entre Charles de Gaulle et Paris ; et ouvrir à partir du 1er janvier une voie pour les autobus et les taxis, faire une liaison ferroviaire. Et pour les taxis, alors encore une fois après concertation, faire un forfait taxi pour que les gens sachent à peu près combien ça doit coûter. Ça, c'est un aspect, il y a l'aspect formation, il faut que les gens parlent davantage les langues, il y a l'aspect internet puisque maintenant quand les gens préparent leurs vacances, ils tapent sur internet, donc il faut qu'on soit bien meilleurs sur internet, il y a l'aspect développer le tourisme pour les Français de conditions modestes, enfin il y a énormément de choses à faire.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, énormément. Vous avez défini 5 pôles d'excellence : la gastronomie et l'oenotourisme, l'oenotourisme c'est

LAURENT FABIUS

Le vin.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le tourisme du vin ; sport et montagne ; écotourisme ; savoir-faire, ça c'est tout le savoir-faire français dans le luxe notamment

LAURENT FABIUS

Les artisanats d'art, le luxe, etc.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et le tourisme urbain, voilà, ce sont les grands axes, les visas de court séjour plus faciles à obtenir, enfin bon ! Il y a beaucoup la sécurité aussi à améliorer pour les touristes !

LAURENT FABIUS

Oui, absolument essentiel.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est essentiel.

LAURENT FABIUS

Et puis la notion d'accueil, la notion d'accueil, que nos compatriotes comprennent, partagent l'idée qu'un touriste qu'il soit un touriste français ou étranger c'est quelqu'un qu'on doit bien accueillir. Et même, je vais vous faire sourire, quand on dit « celui-là c'est un touriste, il se comporte en touriste », vous voyez c'est une phrase un peu péjorative en France. Non, c'est bien, c'est quelque chose de très fort qui peut permettre de développer beaucoup d'emplois et d'emplois qualifiés.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le travail après 21 h 00 aussi.

LAURENT FABIUS

Ça c'est encore un autre sujet, mais il y a des choses qui seront traitées par la loi, là je me suis uniquement contenté des zones d'affluence exceptionnelle.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il y aura une loi autour de tout cela ?

LAURENT FABIUS

Alors il y a eu un rapport que vous avez lu qui est un rapport de monsieur BAILLY, qui est très intéressant, il est prévu qu'il y ait une discussion avec une loi, je crois dans la deuxième partie de l'année.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Avant la fin de l'année !

LAURENT FABIUS

Oui, c'est prévu.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Merci Laurent FABIUS.

LAURENT FABIUS

Merci à vous.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Merci.

Source : Service d'information du Gouvernement, le 23 juin 2014

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/191515-interview-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-d